Une société de production d'huile de palme de RD Congo financée par des banques de développement déclenche une vague de violence contre des villageois après des manifestations pacifiques

Un jeune homme est décédé des suites de blessures subies lorsqu'il a été battu et torturé par des agents de sécurité travaillant pour la société congolaise d'huile de palme Plantations et Huileries du Congo (PHC). Douze personnes ont également été arrêtées à la suite d'une manifestation pacifique organisée par des communautés demandant que les nouveaux propriétaires de l'entreprise respectent les promesses faites aux communautés en matière de projets sociaux. Plus de 100 ans d'occupation illégale des terres par PHC ont entraîné des privations et des conflits pour les communautés et ont fait au moins quatre morts parmi les membres de la communauté depuis 2015 suite aux actes de violence commis par les agents de sécurité ou la police.

Le 13 février 2021, les communautés de la région de Lokutu, dans la province de la Tshopo, ont organisé des actions pacifiques pour protester contre l'arrivée d'une délégation d'investisseurs organisée par les nouveaux propriétaires de la société d'huile de palme Plantations et Huileries du Congo (PHC). Les villageois protestaient contre les nombreuses promesses non tenues de l'entreprise de fournir des avantages à la communauté. L'entreprise occupe illégalement des terres communautaires depuis plus de 100 ans. PHC a récemment été rachetée par une société de capital-investissement appelée Straight KKM, sans la participation des communautés.

Dans une target="_blank" rel="noopener"> émission télévisée de 20 minutes intitulée Objet Vert (en français et en lingala), les dirigeants communautaires parlent de la violence et des conflits résultant de l'occupation illégale de leurs terres par PHC. Depuis 2013, PHC, qui appartenait jusqu'à l'année dernière à la société canadienne Feronia Inc, a reçu plus de 150 millions USD de financement de la part des banques de développement du Royaume-Uni, de la Belgique, de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Espagne et des États-Unis.

Une manifestation pacifique a eu lieu en février 2021 sur la piste d'atterrissage des avions de Mwingi, pour accueillir une délégation des nouveaux propriétaires de PHC, désormais détenue par une société nouvellement créée, enregistrée en Belgique et appelée Feronia KNM. Le nouveau directeur de PHC, qui est également l'un de ses nouveaux propriétaires, l'homme d'affaires congolais Kalaa Mpinga, ne faisait pas partie de la délégation, qui était composée de trois investisseurs asiatiques, d'un représentant de PHC et d'un Sud-Africain. Depuis l'aérodrome, les villageois ont marché jusqu'au bureau de PHC à Lokutu, le siège de PHC pour les plantations de Lokutu.

Le lendemain, la délégation a tenté de rendre visite à certaines des communautés touchées. À certains endroits, elle s'est heurtée à des barrages routiers organisés par les communautés en signe de mécontentement.

Dans les jours qui ont suivi, les agents de sécurité de PHC (connus sous le nom de gardes industriels) ont commencé à terroriser la population locale.

Selon les informations fournies par plusieurs sources locales, des dizaines de villageois des communautés de Mindua, Mwingi, Bolesa et Mosite (toutes situées à proximité des plantations de PHC à Lokutu) ont fait l'objet d'arrestations arbitraires et/ou de violences physiques. **À l'heure actuelle, il semble que 12 personnes soient toujours détenues dans la prison de Yangambi** (à 150 km de Lokutu et donc loin de leurs villages et de tout soutien pour les aider à faire valoir leurs droits).

L'une des personnes attaquées par les agents de sécurité de l'entreprise, Blaise Mokwe, un homme de 33 ans récemment fiancé, originaire du village de Yakote, est décédée peu après avoir été violemment battue et torturée.

Un « Plan d'action environnemental et social »a été convenu entre les banques de développement européennes qui financent PHC et le nouveau propriétaire de l'entreprise, Feronia KNM. Dans ce Plan d'action, l'entreprise et les banques s'engagent à ce que « l'ensemble du personnel de sécurité opérant sur les sites de PHC soit formé conformément au Plan de gestion de la sécurité de PHC, au Code de conduite et au Manuel de bonnes pratiques 2017 de la SFI sur le recours aux forces de sécurité » et l'entreprise s'engage à garantir « des responsabilités d'enquête et des procédures disciplinaires et de licenciement claires pour faire face à toute faute grave potentielle du personnel de sécurité ». Plus de deux semaines après le décès et les agressions, aucune des banques de développement finançant PHC n'a publié de déclaration publique. Le silence est tout aussi assourdissant en ce qui concerne les actions que les banques de développement pourraient entreprendre pour enquêter sur les arrestations arbitraires, les passages à tabac et les tortures qui ont causé la mort d'un villageois. Il s'agit là de violations manifestes du plan d'action convenu entre les banques de développement et la société lors de la restructuration de PHC, suite à la faillite de l'ancien propriétaire de PHC, une société appelée Feronia Inc.

Voici le détail des arrestations et des agressions qui ont eu lieu jusqu'à présent :

1] Arrestations arbitraires à Mwingi - 13 février 2021 - de 3 membres du RIAO-RDC et d'un dirigeant communautaire

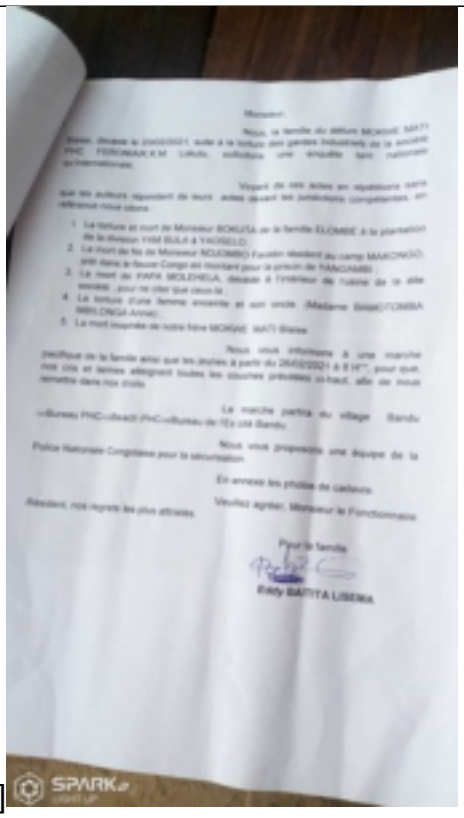
2] Arrestations arbitraires à Bolesa - 15 février 2021 - de 8 personnes, dont une personne est décédée de ses blessures.

3] Arrestations arbitraires à Mindua - 15 février 2021 (et jours suivants) - de 5 personnes (ou plus).

4] Informations selon lesquelles plusieurs femmes auraient été violées à Mindua, Mwingi, Bolesa et Mosite.

>>> Le RIAO-RDC et une coalition internationale d'ONG appellent à la libération immédiate des dirigeants communautaires et des villageois. Un APPEL À L'ACTION urgent a été signé par plus de 125,000 personnes; il est disponible en français, en anglais et en allemand.

Intensification des violences au cours des derniers mois



[caption id="attachment_22797" align="alignright" width="169"]
Demande d'autorisation pour une manifestation pacifique à Lokutu visant à dénoncer les meurtres et les violences commises par PHC contre les villageois locaux.[/caption]

Selon les membres de la communauté, depuis la récente vente de PHC, et l'embauche de M. King Mpika comme responsable sécurité du domaine (chef de la sécurité) de PHC à Lokutu, la criminalisation des manifestations locales s'est intensifiée. Selon Gilbert Lokombu Limela, président de la société civile de Basoko (rive Lokutu), les opérations de sécurité de King Mpika bénéficient également du détachement d'environ 50 policiers de Kisangani. Les tensions ont également été exacerbées par le retard pris dans le processus de médiation promis aux communautés dans le cadre de la procédure de plainte DEG-FMO-Proparco il y a plus de deux ans.

M. King Mpika (qui, selon certaines sources, est apparenté à l'un des nouveaux propriétaires de PHC, Kalaa Mpinga) aurait proféré des menaces de mort à l'encontre de deux des personnes arrêtées le 13 février : M. Christian Litikela et Chimita Alela.

Il aurait donné les ordres qui ont conduit aux actes de répression et aux récentes arrestations.

Circonstances des arrestations

Selon des sources locales, les arrestations à Mwingi ont été effectuées par la police locale, à la demande des forces de sécurité de PHC. Les agents de sécurité ont dirigé les arrestations ou y ont participé.

À Mwinigi, trois membres du RIAO-DRC de Lokutu ont été arrêtés sous un faux prétexte d'incitation à la révolte, pour avoir pris des photos de la manifestation et accordé des interviews à des journalistes dans lesquelles ils expliquaient le contexte des manifestations de Lokutu. Des accusations similaires ont été portées contre le dirigeant communautaire qui a été arrêté au même moment. Trois des personnes arrêtées ont été violemment battues. L'une d'elles a été libérée après avoir versé 300 000 CDF (150 USD), tandis que les trois autres ont été transférées à la prison de Yangambi.

[caption id="attachment_22802" align="alignright" width="250"]

Villageois protestant contre le meurtre de Blaise Mokwe et d'autres violences commises par des agents de sécurité et des policiers sous les ordres de PHC le 26 février 2021.[/caption]

Dans les environs de Bolesa, les agents de sécurité de PHC ont arrêté 4 femmes et 4 hommes, qu'ils ont ensuite emmenés au poste de police de Lokutu. Plusieurs des personnes arrêtées ont été agressées avant leur arrivée au poste de police. Certaines sont arrivées menottées ou attachées. Les huit villageois ont été emmenés dans la cellule de détention de Lokutu et les quatre femmes ont été libérées plus tard. Trois des hommes ont été transférés à la prison de Yangambi. M. Blaise Mokwe, l'une des personnes arrêtées et agressées, a été transféré dans un hôpital qui ne pouvait pas le soigner et il est décédé le 21 février des suites de ses blessures à son domicile.

On rapporte également qu'un jeune enseignant de Mwingi, membre local du RIAO-RDC, a été agressé par des agents de sécurité du PHC, sans qu'aucune raison ne soit donnée, alors qu'il se rendait dans le centre de Lokutu. Selon des sources locales, l'arrestation a été extrêmement violente. L'enseignant a finalement été torturé, menotté et emmené à la prison de Lokutu. Il serait dans un état critique.

À la suite des incidents violents survenus dans les environs de Lokutu après la manifestation, d'autres agressions et arrestations auraient eu lieu dans d'autres villages, dont Mindua. La majorité des personnes arrêtées à Mindua ont été appréhendées par des agents de sécurité de PHC, soupçonnés d'avoir volé des noix de palme, et emmenées par les agents de sécurité au poste de police de Lokutu. Des sources indiquent que cinq hommes ont été arrêtés, ainsi qu'une femme enceinte de cinq mois. La femme aurait été battue et violée et risque maintenant de perdre son bébé. Elle aurait été transférée du poste de police local de Lokutu à la prison de Yangambi.

Des sources locales affirment également qu'il y a eu plusieurs cas d'agressions sexuelles et de viols commis contre des femmes par des agents de sécurité de PHC à Mindua, Mwingi, Bolesa et Mosite pendant cette vague de violence.

Le meurtre de Blaise Mokwe

[caption id="attachment_22803" align="alignright" width="202"]
Le cercueil de Blaise Mokwe, posé devant les bureaux de PHC, en signe de protestation de sa famille.[/caption]

Blaise Mokwe, un homme de 33 ans récemment fiancé, originaire du village de Yakote, a été arrêté le 15 février 2021 à son domicile près de son village de Yakote. Ce jour-là, il a commencé sa journée en balayant sa cour devant sa maison. Comme son balai était cassé, il est allé à la plantation pour chercher un bâton pour réparer son balai.

C'est alors qu'il a été arrêté par les gardes de sécurité. Ils ont accusé M. Mokwe de « voler des noix de palme appartenant à la plantation » et ont forcé M. Mokwe à les emmener chez lui pour fouiller les lieux et trouver les « noix ». Après la fouille, ils n'ont trouvé ni noix ni huile au domicile de M. Mokwe. Cependant, les agents de sécurité ont décidé d'emmener M. Mokwe au poste de police de Lokutu. Considérant cette arrestation arbitraire et en l'absence de toute infraction, M. Mokwe a refusé de les suivre. Les agents de sécurité ont alors tenté de l'emmener de force au poste de police de Lokutu.

Lorsque M. Mokwe a résisté, les agents de sécurité l'ont battu et roué de coups de pied, puis l'ont emmené de force, menotté, au poste de police de Lokutu (à 25 km de là).

À son arrivée au poste de police, le commandant aurait exigé que M. Mokwe soit immédiatement emmené à l'hôpital, car son état de santé était critique. Malheureusement, à l'hôpital, en raison d'un manque de médicaments, M. Mokwe n'a pas pu recevoir les soins nécessaires. Il est donc retourné dans son village de Yakote. Il est décédé le 21 février, à Yakote/Mosite, des suites des blessures subies lorsqu'il a été battu par les agents de sécurité de PHC.

[caption id="attachment_22804" align="alignright" width="220"]

Reçu du prêt de 100 USD accordé par PHC pour les frais d'obsèques de Blaise Mokwe.[/caption]

Dans un acte de protestation et de désespoir, la famille de M. Mokwe a porté son corps au poste de police de Lokutu le jour suivant pour demander justice. Mais le commandant de la police locale de Lokutu a refusé que le corps soit transporté au poste de police, car, selon lui, les agents de sécurité de PHC étaient responsables de la mort de M. Mokwe, et non la police. Le corps a ensuite été transporté au camp de travailleurs de PHC à Lokutu, où il est resté pendant la journée du 22 février, en présence de quelques proches.

PHC a versé une contribution de 200 000 CDF (100 USD) aux frais d'obsèques de M. Mokwe. Par la suite, PHC a demandé qu'une reconnaissance de dette soit signée par le frère aîné de M. Mokwe, l'engageant à rembourser à PHC le paiement de l'avance pour couvrir les frais funéraires. Plus tard, des sources confirment que des représentants de PHC ont reconnu que la mort de M. Mokwe était liée à l'agression et aux coups qu'il avait subis aux mains de ses agents de sécurité.

C'est ce qui aurait motivé la société à promettre à la famille une indemnité supplémentaire de 500 000 CDF (300 USD) pour couvrir les frais d'obsèques.

M. Mokwe a été enterré le 22 février en fin de journée.

Source: Farmlandgrab